



Retraite, Santé : mêmes enjeux, même combat !

Le 3 mai 2023, l'intersyndicale santé action sociale CGT/FO/SUD/UNSA a refusé de répondre à la convocation émanant du Ministère dans le cadre du « Conseil National de la Refondation Macron » qui n'a qu'un seul but : démontrer une soi-disant démarche de dialogue social, de démocratie modernisée où la critique n'a plus sa place. Comme si de rien n'était, **ils comptent poursuivre les « concertations » sans jamais ouvrir de négociations sur nos légitimes revendications.**

La réforme du système de santé et d'action sociale avance brutalement, sans négociations, dans la précipitation et la désorganisation, mais avec des conséquences désastreuses. **Aujourd'hui, des décrets et autres instructions sont promulgués dans tous les sens, modifiant ainsi l'exercice de nos professions dans un flou organisé.** Les situations s'aggravent pour la population, pour les salariées et autres professionnelles de santé quel que soit le mode d'exercice. **La Fédération CGT Santé Action**

Sociale alerte sur la mise en danger des usagers !

Le président l'a annoncé : le projet de loi sur le financement de la sécurité sociale 2024 sera l'occasion de modifier le financement des établissements sanitaires, sociaux et médico sociaux. Non seulement l'ONDAM ne sera pas augmenté à hauteur des besoins, mais de plus, sans tirer les leçons du COVID, de « l'affaire ORPEA », etc. **Le développement du secteur lucratif via de nouvelles modalités de financements des établissements est à l'ordre du jour.**

Le modèle social français qui a fait ses preuves n'a pas besoin d'être refondé, il a besoin d'être soutenu et consolidé. En 2000, notre système de santé (organisation et financement) était reconnu par l'OMS comme le meilleur au monde. Les choix de ces vingt dernières années nous amènent aux catastrophes sanitaires et humaines que nous connaissons aujourd'hui.

Le cap libéral doit être stoppé. Il est temps de reprendre à bras le corps les fondamentaux du Conseil National de la Résistance "historique", du seul qui vaille, celui issu de la Résistance et des horreurs de la guerre : un système où chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

DANS LA POURSUITE DU COMBAT CONTRE LA RETRAITE À 64 ANS, TRAÇONS LES PERSPECTIVES DE MOBILISATION POUR IMPOSER DES NÉGOCIATIONS SUR LE DEVENIR DU SYSTÈME DE SANTÉ ET D'ACTION SOCIALE.

Portons des exigences d'engagements à court, moyen et long terme :

▣ Les professionnels :

en nombre suffisant, avec des garanties de formations initiales et d'embauches de haut niveau, et l'accès à la formation continue, tout au long de la carrière.

▣ Le maillage territorial :

l'accès aux soins en établissements et à domicile, des centres de santé avec des médecins salariés et une équipe pluridisciplinaire, des hôpitaux de jour, une médecine généraliste et des spécialités accessibles à toutes et tous,

▣ La gestion et l'intérêt général :

les représentants des personnels doivent être placés au cœur des dispositifs de décisions, la sortie de notre système de solidarité des groupes lucratifs, l'abandon des Ordres professionnels et le renforcement du rôle des collectivités territoriales,

▣ **Le financement des besoins de la population et des revendications des personnels par un système solidaire : la Sécurité Sociale.**

ON A GAGNÉ LA LÉGITIMITÉ...

Pour des avancées concrètes, la lutte continue et doit s'élargir, maintenant, partout et en toutes occasions.

Pour nos Retraites, notre Sécurité Sociale, nos Services Publics
12-13 et 14 mai 2023 à Lure <https://www.nesp2023.com>